Inter Pares
mondialiser l'égalité
BULLETIN
VOLUME 42 ▸ NUMÉRO 3 ▸ NOVEMBRE 2020

La vision d'une nouvelle normalité

TINIGUENA

Bâtir des systèmes justes

Des mois après qu'une pandémie mondiale a dévoilé les failles de nos systèmes, une question reste en suspens : que sera la nouvelle normalité? La COVID-19 a frappé les personnes marginalisées de façon démesurée – il est maintenant évident que l'ancienne normalité bénéficiait à une infime minorité. Ne revenons pas à des systèmes qui sacrifient les personnes à l'autel du pouvoir, des avantages politiques et du profit des grandes sociétés.

Nous avons maintenant la chance de rebâtir des systèmes pour créer une nouvelle normalité, garante de justice et d'égalité, axée sur les personnes et ancrée dans l'expertise des collectivités locales. Depuis 45 ans, les homologues et allié.e.s d'Inter Pares posent les briques de ces nouveaux systèmes. Leurs interventions, leurs analyses et leur vision ont tracé la feuille de route d'un avenir plus égalitaire.

Enrichi des réflexions et des expériences de la communauté Inter Pares, ce *Bulletin* présente la vision d'une nouvelle normalité qui favorise la santé, la justice économique, la justice de genre et la souveraineté alimentaire. Puisse cette vision nous guider dans la création d'un monde plus juste et plus égalitaire.

DANS CETTE ÉDITION

RÉINVENTER LES SOINS DE SANTÉ AU CANADA ET PARTOUT DANS LE MONDE

QUEL RAPPORT AVEC LA FISCALITÉ?

VIOLENCE, DISCRIMINATION ET INÉGALITÉS

BÂTIR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES JUSTES ET RÉSILIENTS

SANTÉ

Réinventer les soins de santé au Canada et partout dans le monde

L'emploi du temps de Pauline Worsfold épuiserait les simples mortels que nous sommes. Infirmière de première ligne, elle est aussi secrétaire-trésorière de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et présidente de la Coalition canadienne de la santé, un homologue d'Inter Pares. Depuis des décennies, Pauline est à la pointe du militantisme dans les soins de santé – au palier national et chez elle en Alberta.

Songeant à l'après-COVID, elle déclare, « Il faut saisir cette occasion de réinventer les soins de santé. Si j'avais une baguette

CNFU

magique, nous aurions un système global qui offre du soutien dans tous les domaines : santé mentale, soins à domicile, assurance-médicaments, assurance dentaire et réglementation nationale des soins aux aînés. Notre système public serait axé sur le bien-être, pas sur la maladie. C'est le temps où jamais – et notre seul problème sera d'en exiger trop peu. »

La privatisation et la recherche du profit menacent cette vision : « Les profiteurs ne peuvent pas tirer les ficelles du système – faire de l'argent sur le dos des malades, des personnes fragiles et vulnérables. Quand les gens me demandent comment on pourrait se payer tout ça, je réponds qu'investir dans un régime d'assurance-médicaments nous ferait épargner 5 à 13 milliards de dollars. »[1]

Pauline a une vision intégrée. Elle a soigné un jeune homme récemment. Il souffrait de fractures multiples après avoir été projeté à l'extérieur d'une benne à ordures où il avait passé la nuit. « Il faut voir les choses dans l'optique des déterminants sociaux de la santé. On peut réparer les os cassés, mais qu'en est-il du counselling en santé mentale et en dépendances? Et qu'en est-il des sans-abris? De la nutrition et de la pauvreté? Je veux vivre dans un pays et dans un monde où je sais que ce jeune homme peut obtenir du soutien. »

Inter Pares voit un lien entre la vision de Pauline et celle de ses homologues internationaux, dont le Centre Likhaan pour la santé des femmes aux Philippines et l'équipe médicale ambulante de la Clinique Mae Tao en Thaïlande et en Birmanie.

[1] Voir www.healthcoalition.ca/wp-content/uploads/2019/04/Economic-case-for-pharmacare-4.pdf

JUSTICE ÉCONOMIQUE

Quel rapport avec la fiscalité?

Quand on parle de s'attaquer aux inégalités ou de favoriser les droits des femmes, il est souvent question de dépenser l'argent des impôts – par exemple, pour mettre sur pied un programme de garderies. Ces programmes sont importants, mais le mode de perception des impôts – qui en paie et comment – exerce un effet majeur sur l'inégalité.

Ainsi, le Ghana a connu une décennie de forte croissance économique accompagnée de programmes efficaces afin de réduire la pauvreté et améliorer les droits des femmes. L'inégalité est pourtant plus élevée que jamais au Ghana et une grande partie des femmes vivent encore dans la pauvreté.

Le problème? Les *remèdes* ne suffisent pas à endiguer les inégalités et la pauvreté engendrées par le système de perception des impôts.

Certain.e.s Ghanéen.ne.s font remarquer que les politiques fiscales du pays sont modelées par les multinationales qui pressent l'État de réduire leurs impôts. Les institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international, disent à l'État d'accroître ses revenus par des taxes à la consommation à taux fixe, comme des taxes de vente, et d'augmenter l'investissement étranger avec des incitations

JEAN SYMES INTER PARES

fiscales et allégements fiscaux. Ces politiques ont pour effet d'augmenter les impôts des pauvres et d'accroître les disparités entre les sexes et les revenus pour les Ghanéen.ne.s.

Les ravages causés par la COVID-19 sur la santé et l'économie ont amené les activistes ghanéen.ne.s à réclamer une *imposition pour l'égalité*. Ils proposent que les revenus de l'État proviennent principalement de l'application de taux d'imposition progressifs pour les particuliers et pour les entreprises – afin que les grandes sociétés paient leur juste part d'impôt – plutôt que des taxes à la consommation à taux fixe. Ils veulent aussi revoir les régimes fiscaux particuliers appliqués aux industries extractives et les incitations et déductions fiscales qui n'avantagent que les particuliers au revenu élevé.

Avec l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, le Réseau pour la justice fiscale-Afrique, Canadiens pour une fiscalité équitable et l'Université Queen's*, Inter Pares appuie le travail de la société civile du Ghana en vue de produire des solutions fiscales qui combattent la pauvreté et les inégalités fondées sur le sexe et le revenu, et assurent la stabilité de l'économie ainsi que des revenus qui permettent de financer une infrastructure matérielle et sociale pour un avenir meilleur.

*Ce programme bénéficie du généreux soutien du Conseil de recherche en Sciences sociales et Sciences humaines.

JUSTICE DE GENRE

Violence, discrimination et inégalités : révéler les failles du système

LISE-ANNE LEVEILLE INTER PARES

Au Nord comme au Sud, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités et a provoqué une augmentation de la violence physique, mais également de la violence structurelle et économique vécue par les femmes.

Amanda Dale, présidente du conseil d'administration d'Inter Pares, est une universitaire et militante internationale des droits de la personne. Elle souligne que le Canada ne fait pas exception en ce qui concerne la violence faite aux femmes, une pandémie encore plus prévalente chez les femmes autochtones.

Au Salvador, La Colectiva feminista para el desarrollo local, une organisation qui confronte la violence faite aux femmes et lutte pour la reconnaissance de leurs droits, a également observé une recrudescence de la violence sexiste pendant le confinement et une augmentation du contrôle militarisé et répressif par le gouvernement.

Il est difficile d'entrevoir un avenir positif lorsqu'on aborde le sujet de cette violence sexiste. On peut du moins espérer que cette crise crée de nouveaux plaidoyers féministes intersectionnels. Amanda Dale précise que ceux-ci doivent exiger que la lutte contre la pandémie de la violence sexiste soit considérée comme une priorité, maintenant qu'il est démontré que des efforts gouvernementaux coordonnés sont possibles.

La pandémie force également à penser à de nouvelles PAGE 4 ▸

façons de rejoindre les femmes isolées. À cet effet, La Collectiva a mis en place de nouvelles lignes téléphoniques qui offrent aux femmes un soutien psychologique et légal.

Le confinement a fait naitre de nouveaux espaces de solidarité internationale, comme les webinaires qui rassemblent des femmes parfois isolées mais partageant une même lutte féministe. Amanda Dale affirme que « Nous sommes plus que jamais en contact avec les femmes dans le monde entier, des organisations comme La Colectiva feminista montrent la détermination et la positivité auxquelles chacune doit s'accrocher pour ne pas tomber dans le désespoir et l'inaction ».

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Bâtir des systèmes alimentaires justes et résilients

TINIGUENA

La pandémie de COVID-19 a entraîné la perte massive de vies humaines et de moyens de subsistance. On prédit que deux fois plus de personnes souffriront de la faim dans le monde d'ici la fin de l'année. La pandémie a révélé la profonde inégalité à la base de nos sociétés et démontré la vulnérabilité d'un système alimentaire mondialisé et profondément concentré. Il faut changer ce système.

Depuis des décennies, Inter Pares et ses homologues travaillent à bâtir des systèmes alimentaires plus justes et plus résilients. À Telangana, en Inde, des collectifs de femmes appuyés par la Deccan Development Society ont acquis des terres, cultivé des denrées à partir de leurs propres semences et misé sur la biodiversité et l'utilisation d'intrants naturels pour amender les sols. La transformation locale des céréales et la vente directe aux consommateurs leur assurent également le contrôle des marchés. Grâce à cette souveraineté alimentaire, les collectifs ont pu affronter les sécheresses, la crise alimentaire de 2008 et la pandémie actuelle.

En Afrique de l'Ouest, Inter Pares appuie des organisations vouées à préserver la biodiversité agricole et l'autonomie des agricultrices et agriculteurs. Dans le cadre du programme Aliments de la souveraineté, des collectivités ont constitué des réserves de semences locales, cultivé des variétés qui résistent à la sécheresse comme le sorgho, le millet et le fonio, et pratiqué l'agroécologie pour ne pas dépendre des semences ou des intrants de l'étranger. Les perturbations des chaînes alimentaires imputables à la COVID-19 ainsi que les changements climatiques démontrent la sagesse de cette approche.

Au Canada, l'aggravation du problème de la faim et la mort tragique de travailleurs agricoles migrants ont mis en lumière les profondes inégalités de notre système alimentaire. En 2011, Inter Pares et ses allié.e.s ont réuni 3500 activistes de tout le pays pour proposer des pistes de solution. La Politique alimentaire populaire appelait à protéger les travailleurs migrants, renforcer les systèmes alimentaires locaux, soutenir l'agriculture écologique, instaurer un programme d'élimination de la pauvreté et créer un programme universel d'alimentation dans les écoles. À l'époque, ces idées soulevaient le scepticisme. Aujourd'hui, elles se fraient un chemin à tous les paliers – municipal, provincial et fédéral. Profitons de cet élan pour en faire une réalité.

INTER PARES
221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.

Affaires mondiales Canada